

En ce qui a trait à notre premier objectif, permettez-moi d'abord de dire que le gouvernement s'engage à mener une politique étrangère favorisant l'accès des biens et services canadiens aux marchés étrangers. L'objectif est clair : défendre et accroître la prospérité du Canada et favoriser la croissance et l'emploi en diversifiant nos relations économiques et commerciales.

Par ailleurs, le gouvernement reconnaît l'importance croissante des grandes institutions financières internationales et il a la ferme intention d'en discuter avec ses partenaires étrangers lors du Sommet du G-7 à Halifax, en juin.

Je laisserai à mon collègue le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, le soin d'exposer plus en détail nos objectifs à cet égard.

J'aborderai maintenant le deuxième objectif de notre politique étrangère : la promotion de notre sécurité dans un cadre international stable.

Monsieur le Président, l'affrontement en chien de faïence de la guerre froide nous empêchait de concentrer efficacement nos efforts pour combattre d'autres menaces tout aussi réelles. Si les bouleversements géopolitiques de ces dernières années ont beaucoup diminué les dangers immédiats qui menacent notre sécurité, il nous faut, paradoxalement, élargir notre définition de celle-ci. Aujourd'hui, la sécurité ne se définit plus en termes d'idéologies ou de frontières. En effet, les menaces actuelles s'appellent dégradation environnementale, migrations massives et incontrôlées, criminalité internationale, trafic de stupéfiants, sida, surpopulation et sous-développement. Notre sécurité passe donc par une plus grande prise de conscience de ces nouvelles menaces.

Les Canadiens et les Canadiennes sont fiers de la contribution unique de leur pays aux opérations de maintien de la paix de l'ONU [Organisation des Nations Unies]. Le Canada continuera à participer à de telles missions, mais nos décisions seront assujetties à des critères précis. Tout comme l'ONU et les organisations de sécurité régionale nous ont bien servis, le Canada continuera de bien y servir. Bien servir, Monsieur le Président, cela signifie aussi identifier les problèmes structurels, les faiblesses et les lacunes de ces organisations et oeuvrer sans relâche pour les corriger. Comme je l'annonçais en septembre dernier, le Canada travaille d'arrache-pied en faveur d'une plus grande efficacité des Nations Unies. Nous préparons à cette fin, entre autre, une étude sur la capacité d'intervention rapide de l'ONU, que nous déposerons en septembre lors de la prochaine Assemblée générale à New York.